



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
CS 20105
71321 Chalon-sur-saone Cedex

Chalon, le 13/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERES DU MONT SAINT VINCENT

Bourgueuil
Lieu-dit Bois de Chaleutre
71300 Mont-Saint-Vincent

Références : AC/NM/2025/C_164
Code AIOT : 0005401480

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2025 dans l'établissement CARRIERES DU MONT SAINT VINCENT implanté Bourgueuil Lieu-dit Bois de Chaleutre 71300 Mont-Saint-Vincent. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DU MONT SAINT VINCENT
- Bourgueuil Lieu-dit Bois de Chaleutre 71300 Mont-Saint-Vincent
- Code AIOT : 0005401480
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de roche massive exploitée par la société Carrières du Mont Saint Vincent (groupe ROUGEOT TP). Elle est autorisée par arrêté préfectoral du 26 octobre 2023 pour une durée de 25 an.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 10.4.1	Demande d'action corrective	2 mois
5	Rejets d'eaux résiduaires dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 4.3.5	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 4.2.2	Sans objet
3	Aire étanche	Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 4.3.3.1	Sans objet
4	Séparateur d'hydrocarbures de l'aire étanche	Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 4.3.3.2	Sans objet
6	Point de rejet dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 4.3.6	Sans objet
7	Eaux de ruissellement sur les surfaces en exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 4.3.7	Sans objet
8	Auto-surveillance	Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 10.2.1	Sans objet
9	Représentativité des contrôles	Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 10.1.2	Sans objet
10	Curage des bassins de décantation	Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 10.2.7	Sans objet
11	Analyse et conservation des résultats	Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 10.3.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'auto surveillance		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection avait pour thématique principale la gestion des eaux de surface de l'ensemble du site de la carrière.

Globalement cette gestion est convenablement tenue au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière récent.

L'exploitant devra néanmoins corriger certaines non-conformités relevées. Les taux de matières en suspension totales mesurés dans le rejet final des eaux de ruissellement dans le milieu naturel (fossé le long d'une route) dépassent parfois la valeur limite de 50 mg/l (prélèvement instantané).

Un point de prélèvement devra être aménagé en sortie du bassin n°6 permettant de procéder à des mesures en continu.

L'inspection relève également que des arrivées d'eaux de ruissellement "parasites" dans certains bassins conduisent à dégrader la qualité du rejet en sortie de ces bassins (en l'absence d'un circuit de décantation suffisant).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 10.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi d'exploitation
Prescription contrôlée : <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage, • les bords de la fouille, • les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, • l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...) et des stocks de matériaux, • les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière, • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, • le positionnement et les hauteurs des fronts, • les zones de stockages de déchets d'extraction inertes et terres non polluées provenant de l'activité, • la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.
Constats : <p>Le dernier plan d'exploitation présenté par l'exploitant a été relevé en juillet 2025 par un</p>

<p>géomètre externe à l'entreprise (ROUGEOT TP).</p> <p>Ce plan ne comporte pas les informations requises suivantes: échelle; orientation; les bords de fouille et de fronts; la zone de stockage des déchets inertes résultant de l'activité d'extraction et de traitement au sud de l'emprise; les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation et en cours de remise en état.</p> <p>Le plan est incomplet ou insuffisamment précis sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> les bornes (absence de bornes délimitant le périmètre de l'emprise autorisée hors surfaces en extension), la matérialisation de la limite de l'emprise autorisée (pas clairement représentée). <p>Non-conformité: le dernier plan d'exploitation de juillet 2025 ne comporte pas ou est incomplet sur une partie des informations requises.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le plan d'exploitation annuel doit comporter toutes les informations requises nécessaires à la compréhension de la situation de l'activité au moment du relevé.</p> <p>Il doit être suffisamment précis et synthétique pour avoir une image rapide de la situation des installations sur un format adapté et lisible sans surcharge inutile.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Plan des réseaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 4.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réseaux aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> les types d'effluents liquides, les secteurs collectés et les réseaux associés, les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejets internes et externes de toutes natures.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un plan des réseaux daté du 13/09/2022 (dernière version).</p> <p>Le plan est globalement à jour et contient les informations requises.</p> <p>Il ne manque que l'indication des points de rejets et de prélèvements des eaux de ruissellement et d'exhaure :</p> <ul style="list-style-type: none"> internes: déversement de rejets dans les bassins contenus dans l'emprise,

- externe: déversement final dans le milieu naturel (fossé).

La numérotation des bassins de décantation des eaux de ruissellement et d'exhaure est à indiquer sur ce plan en respectant si possible le repérage établi dans le dossier de demande d'autorisation et repris dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Aire étanche

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 4.3.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Engins

Prescription contrôlée :

Le lavage, le ravitaillement en carburants et le stationnement prolongé des engins de chantier, sont réalisés sur une aire étanche, entourée par un caniveau (ou une bordure) reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées doivent être dirigées, avant rejet, vers un décanteur séparateur d'hydrocarbures de classe 5 mg/l.

Constats :

Les opérations de lavage, ravitaillement en carburants et stationnement prolongé des engins de chantier, sont réalisées sur une aire étanche, entourée d'un caniveau.
L'aire est reliée à un décanteur séparateur d'hydrocarbures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournira dans le cadre des réponses à la visite les caractéristiques du décanteur séparateur d'hydrocarbures et la classe de traitement des hydrocarbures.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Séparateur d'hydrocarbures de l'aire étanche

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 4.3.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien

Prescription contrôlée :

Le séparateur d'hydrocarbures doit être nettoyé, vidangé et contrôlé au moins une fois par an par une société agréée pour le transport et l'élimination des déchets. L'exploitant doit être en mesure de justifier cet entretien.

Constats :

Le séparateur d'hydrocarbures est nettoyé, vidangé et contrôlé une fois par an par une société agréée pour le transport et l'élimination des déchets.
En 2023 et 2024, cette opération a été réalisée par l'entreprise VALVERT Rhône-Alpes.
L'exploitant a présenté les bordereaux de suivis de déchets dangereux des deux derniers entretiens.

N° 5 : Rejets d'eaux résiduaires dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 4.3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux de ruissellement et d'exhaure dans le milieu naturel, les valeurs limites en concentrations ci-dessous définies :

Paramètre	Valeurs limites de rejet (mg/l)
MES	25 (norme NF T 90 105)
DCO	125 (norme NF T 90 101)
HCT	5 (norme NF T 90 114)

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Ces eaux résiduaires doivent par ailleurs avoir un pH compris entre 5,5 et 8,5 et une température inférieure à 30 °C.

Les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

Constats :

Depuis 2024, l'exploitant fait mesuré semestriellement la qualité de l'eau superficielle rejetée (après traitement sur site) dans le milieu naturel sous forme de prélèvements ponctuels (le prélèvement s'effectue en aval du rejet final issu du dernier bassin de décantation dans une conduite débouchant dans le fossé longeant la route).

Selon les rapports d'analyses examinés, les résultats de mesures sont conformes aux limites à respecter en DCO, HCT, Température et pH.

Pour les taux de matières en suspension totales (MEST) dans les rejets, 3 résultats sont non conformes (avec pour valeurs mesurées: 214 mg/l, 81 mg/l et 150 mg/l).

Il est à noter que le point de prélèvement se situe à environ 100 mètres après le point de rejet des eaux décantées issues du bassin de décantation final n°6, déversées dans un fossé en limite d'emprise.

Il est à noter que le bassin de décantation final n°6 reçoit également et directement les eaux de ruissellement de l'entrée de la carrière chargées en matières en suspension lors de forts épisodes pluvieux (ces eaux n'ont pas le temps de décanter suffisamment dans le bassin n°6 avant leurs rejets).

<p>Non-conformités: trois dépassements de la valeur limite réglementaire pour la concentration en matières en suspension totales dans les eaux de ruissellement rejetées dans le milieu naturel en 2024 et 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant a fait le lien entre les résultats non conformes en matières en suspension dans les eaux de ruissellement rejetées dans le milieu naturel et la problématique des eaux de ruissellement de l'entrée de la carrière qui sont déversées directement dans le dernier bassin de décantation et qui ne subissent aucune décantation préalable.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un dispositif permettant de renvoyer les eaux de ruissellement de l'entrée de la carrière dans un bassin intermédiaire en amont du bassin n°6 sans être déversées directement dans le bassin final n°6 (regard de relevage).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 6 : Point de rejet dans le milieu naturel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 4.3.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Identification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le seul point de rejet final des eaux de ruissellement et d'exhaure se situe en bordure nord-ouest du site autorisé. Le rejet des eaux s'effectue dans un fossé.</p> <p>Il est codifié n°1 (en sortie du bassin de décantation final codifié n°6 sur le plan en annexe 6).</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'y a qu'un seul point de rejet (hors du site) des eaux de ruissellement et d'exhaure de l'emprise de la carrière qui se situe en bordure nord-ouest du site autorisé dans un fossé bordant la route d'accès à la carrière.</p> <p>Ces eaux sont rejetées après décantation dans plusieurs bassins en cascade dont le dernier porte le n°6.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pour un suivi cohérent des mesures, l'exploitant codifiera les points de rejets selon la numérotation définie dans le dossier de demande d'autorisation et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation et l'indiquera sur le plan des réseaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Eaux de ruissellement sur les surfaces en exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 4.3.7</p>

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion
Prescription contrôlée : Un suivi semestriel de la qualité des rejets d'eaux internes issus de certains bassins de décantation et du décanteur/séparateur d'hydrocarbures est effectué selon l'article 10.2.1. Les boues des bassins de décantation sont curés périodiquement selon l'article 10.2.7. Elles sont réutilisées dans le cadre du réaménagement de la carrière après analyse permettant de vérifier leur caractère inerte. A défaut les boues sont à éliminer dans une filière agréée.
Constats : L'exploitant réalise 1 fois par semestre depuis 2024 les analyses de la qualité des eaux rejetées des bassins de décantation intermédiaires n° 2, 4 et 5 (rejets internes). Les analyses portent sur tous les paramètres visés à l'article 4.3.5 (pH, T, MEST, DCO, HCT) et les résultats sont comparées aux valeurs limites définies à l'article 4.3.5. Seuls certains dépassements en MEST sont constatés en 2024 et 2025 pour les bassins 2, 4 et 5 (MEST mesurées de l'ordre de 80 mg/l) mais ne conduisent pas toujours à un dépassement du taux de MES pour le rejet final. L'exploitant réalise 1 fois par semestre depuis 2024 les analyses de la qualité des eaux rejetées du bassin de décantation final n°6 (rejet externe) et du dispositif de traitement des hydrocarbures de l'aire étanche. Les analyses portent sur tous les paramètres visés à l'article 4.3.5 et les résultats sont comparés aux valeurs limites définies à l'article 4.3.5. Le taux d'hydrocarbures mesuré dans les eaux de ruissellement en sortie de dispositif de traitement des hydrocarbures de l'aire étanche est conforme (inférieur à 0,1 mg/l en général). Les prélèvements et analyses sont réalisés par des organismes accrédité (APAVE-prélèvements-mesures in situ) ou agréé (EUROFINS - analyses en laboratoire). Tous les résultats ont été mis à la disposition de l'inspection le jour du contrôle. Les bassins de décantation n° 5 et 7 (bassin de récupération des eaux de la plate-forme de lavage des matériaux) ont été curés en novembre 2024 selon le registre de curage présenté par l'exploitant. Les boues curées sont actuellement réutilisées pour la remise en état d'une ancienne zone d'extraction au sud de l'emprise en cours de remblayage). Le caractère inerte des boues curées n'a pas été abordé lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Auto-surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 10.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant fait réaliser semestriellement les mesures de la qualité des eaux aux points de rejets internes des bassins 2, 4 et 5. Ces analyses, effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs limites fixées à l'article 4.3.5. En cas de dépassement, l'exploitant prend les mesures correctives appropriées.</p> <p>L'exploitant fait réaliser semestriellement les mesures de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel au point de rejet n°1 en sortie de bassin n°6 (rejet externe) et en sortie de décanteur/séparateur d'hydrocarbures (rejet interne). Ces analyses, effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, doivent permettre de vérifier le respect des dispositions de l'article 4.3.5.</p> <p>Les mesures sur les paramètres considérés sont réalisées par un organisme accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées.</p> <p>Tous les résultats de ces analyses sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à jour un tableau de synthèse de l'historique des résultats pour tous les points de rejets.</p>
<p>Constats :</p> <p>Voir fiche de contrôle n° 7</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Représentativité des contrôles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 10.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures effectuées sous la responsabilité de l'exploitant doivent être représentatives du fonctionnement des installations surveillées.</p> <p>Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 171-1 à L. 171-6 et L. 514-8 du code de l'environnement.</p> <p>Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et réaliser des mesures de niveaux sonores et vibratoires. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prélèvements et mesures relatives à la surveillance de la qualité des eaux de surface se font par un organisme extérieur accrédité sous la surveillance de l'exploitant.</p> <p>Les prélèvements sont effectués en période de fonctionnement normale des installations et dans des conditions très pluvieuses dans certains cas.</p>

L'inspection relève que le point de prélèvement du rejet final dans le milieu naturel devrait s'effectuer en sortie immédiate du bassin de décantation n°6 pour plus de représentativité. Ce point de prélèvement devrait être aménagé pour pouvoir effectuer des mesures en continu (24 heures).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Curage des bassins de décantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 10.2.7

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien

Prescription contrôlée :

Les bassins de décantation des eaux de ruissellement de la carrière doivent faire l'objet de curages réguliers afin de maintenir leur capacité de traitement et d'obtenir une qualité de rejet des eaux conformes à l'article 4.3.5. Un curage au minimum annuel devra être effectué en période de moindre impact pour la faune aquatique (octobre-novembre). Toute opération de curage exceptionnelle devra faire l'objet d'un avis préalable d'un écologue. Un registre des opérations de curage avec toutes les informations nécessaires pour la traçabilité des déchets produits devra être tenu à jour et à disposition de l'inspection.

Constats :

Voir fiche de contrôle n°7.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Analyse et conservation des résultats d'auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 10.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Résultats

Prescription contrôlée :

Les résultats des mesures réalisées en application du chapitre 10.2 sont analysés par l'exploitant et tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont conservés pendant toute la durée de la présente autorisation.

Constats :

Les résultats des mesures réalisées depuis 2024 en application des articles 10.2.1 et 10.2.7 ont été analysés par l'exploitant et ont été présentés à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite